mojen d'une surveillance peu dispendieuse. L'on ne peut guère transporter le bois de commerce, dans les forêts que sur la neige; les traces sont visibles pendant toute la saison, pour un œil exercé, et peuvent cœnduire, d'un côté à l'endroit où le bois a été abattu, et de l'autre, à la jctée sur le bord de la rivière, où le bois est pillé, en attendant qu'il soit mis à l'eau, après la fonte des glaces, pour le descendre au marché. Un homme actif, accoutumé à voyager dans les forêts, et au fait de l'exploitation des bois, pourrait surveiller facilement une étendue considérable de territoire. Sachant quels sont les points les plus exposés aux dilapidations et aussi quels sont les endroits les plus favorables, sur le bord des rivières pour y transporter le bois volé et le mettre en pile, en attendant la fonte des glaces, il veillerait principalement sur ces points vulnérables; le fait est qu'il ne pourrait pas se faire un seul chancier, pour l'exploitation du bois, dans sa division, sans qu'il n'en eût de suite connaissance. Dans plusieurs cas, les agents actuels des terres de la couronne et des bois et forêts pourraient exercer cette surveillance eux-mêmes. Là où les territoires sont très-étendus, le Gouvernement pourrait lui autoriser à employer quelques hommes compétents, dont les frais seraient minimes, en comparaison des avantages qui en résulteraient pour le public.

2. Le gaspillage de bois de prûche sur les terres publiques, dans le cas où l'on enlève l'écorce pour manufacturer l'extrait d'écorce de prûche et où on laisse perdre les bois. Votre comité recommande qu'il soit prelevé un droit assez élevé pour qu'il soit de l'intérêt de ceux qui enlèvent l'écorce de prendre aussi le bois.

3. Votre comité est d'opinion qu'il serait

avantageux de partager les terres de la Couronne en deux classes:

1. Les terres propres à la sylviculture.

2. Les terres impropres à l'agriculture. Dans le but d'encourager l'établissement des terres de la 1^{re} classe, et de conserver celles de la seconde classe pour l'exploitation du commerce de bois, (du moins aussi longtemps que les terres de la première classe n'auront pas été prises, et occupées pour les colons.)

4. Les forêts publiques sont une des grandes richesses de la province et une de ses principales sources de revenu. Malheureusement, le bois de commerce disparaît avec une rapidité vraiment inquiétante, et les profits que la Province et le commerce de bois lui-même en retirent, sont bien inférieurs à ce qu'ils devraient être. Votre comité est d'opinion qu'il serait désirable que les permis de la coupe du bois sur les terres du Gouvernement fussent accordés pour un certain nombre d'années, dix ou quinze ans, tout en veillant à ce que cela ne devienne pas un obstacle à l'établissement des terres propres à la culture. Les fabricants de bois seraient ainsi intéressés à veiller avec soin à la conservation du bois sur leurs limites et à les exploiter avec système et économie; ils exerceraient un plus grand profit, et le Gouvernement pourrait leur faire payer, sans injustice, des droits plus considérables, ce qui augmenterait le revenu public d'autant sans nuire au commerce de bois.

5. Que votre comité est d'opinion que les droits imposés par la Couronne pour la coupe des bois destinés à la construction des navires, tels que genoux, courbes, etc., coupés sur les terres publiques, sont trop élevés, et contribuent à entraver la construction des navires qui méritent particulièrement d'être encouragés.

PARTIE NON-OFFICIELLE.

LE PROGRAMME DES SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE PROGRESSIVES.

LES instructions données par la Chambre d'Agriculture, rendant obligatoires les concours des récoltes sur pieds; les partis de labour, les expositions annuelles, l'importation de reproducteurs de choix et la distribution des graines fourragères au prix coûtant, ont rencontré le concours intelligent de toutes les Sociétés d'Agriculture. Il était temps en effet que ces réformes urgentes fussent adoptées, car les abus incroyables qui se taient glissés dans plusieurs organisations agricoles rendaient nécessaire la suppression de ces sociétés et peut-être auraient-ils entraîné avec elle toute l'organisation agricole. Nous avons reçu plusieurs communications à ce sujet et l'approbation est unanime. Quelques sociétés avaient déjà adopté un programme pour 1868 basé sur l'ancien système; elles se sont empressées de le modifier de manière à rencontrer les instructions de la Chambre d'Agriculture. Les membres ayant souscrit avec l'entente qu'ils recevraient pour \$1 de graines fourragères ont généralement accepté le nouvel état de choses, et ont payé 50 cents l'excédant de graines qu'ils ne pouvaient recevoir qu'au prix coûtant.

D'autres, les routiniers, dont le seul but en souscrivant \$1 est d'empocher de suite deux ou trois fois ce montant, n'ont pas voulu accepter et ont été rayés de la liste des souscripteurs après avoir reçu le montant souscrit tout entier en graines fourragères. Ce sont là les exceptions, fort heureusement, et les sociétés n'en marcheront que plus sûrement vers leur but en se débarrassant de ces sangsues attachées à leurs flancs.

Nous voyons plusieurs sociétés adopter en entier le programme des organisations progressives et émaner des bons au porteur au lieu de payer le prix en argent monnayé. En referant à la dernière assemblée de la Société de Chateaugay, on verra que ces bons ont été adoptés et que toutes les ressources de l'année vont être consacrées à l'importation de reproducteurs de choix. Les prix offerts pour les concours des récoltes sur pieds et le parti de labour seraient payables, sur bons au porteur, l'exposition annuelle pouvant être organisée sur le même principe; mais la société, profitant de l'exposition Provinciale de Montréal, a résolu de supprimer le concours annuel cette année.

De cette manière non seulement Chateaugay récompensera le mérite des agriculteurs du comité qui remporteront des prix à ses concours mais